L'ABEILLE.

PAR BULLITT, MAGNE & Cie.
No. 61, Rue Chartres.

Samedi, 5 février ..... 818 | *pendant d'heure* 50.
Vendredi, 4 février ..... 818 | *pendant d'heure* 50.

NOUVELLE-ORLEANS:
VENDREDI MATIN, 4 MARS 1842.

POUR GOUVERNEUR :
HENRY JOHNSON.

SÉNATEUR AU CONGRÈS.

Il a été décidé hier par la Chambre des Représentans, qu'elle procéderait jeudi prochain, 10 courant à l'élection d'un sénateur au Congrès en remplacement de l'Hon. A. Mouton qui a présenté sa résignation.

Nous avons entendu parler de M. C. M. Conrad, représentant de cette ville, comme candidat. S'il en est ainsi, nous devons prévenir les whigs que M. Conrad n'est pas, comme l'avancé hier le Morning Advertiser, partisan de M. Tyler. M. Conrad professe les pures doctrines du whiggisme, et nous sommes autorisés à nier formellement qu'il ait jamais appartenu, ou qu'il appartienne à l'heure qu'il, est à la faction Tyler.

LEGISLATURE.

La chambre a pris hier en considération l'amendement proposé par le sénat au bill dont l'objet est de prévenir toute poursuite judiciaire qui ne tendrait qu'à persécuter inutilement les banques. MM. Conrad (dé Bâton-Rouge), Hunt, Canon et Morse ont pris part à la discussion soulevée par l'amendement.

La chambre s'est aussi occupée du bill qui a pour objet de révoquer la loi qui a créé un bureau de travaux publics, et en a adopté les diverses sections avec quelques légers amendemens.

L'abondance des matières nous oblige à renvoyer à demain le compte rendu de l'opéra de M. Prévost. Dimanche en attendant que la Esmeralda a obtenu mercredi soir un succès brillant et légitime.

Dimanche prochain, 6 courant, à la grand'messe, il y aura à la Cathédrale, le cérémonie de la consécration de M. J. M. Odin, vicaire apostolique du Texas, et évêque *in partibus* de Claudiopolis.

Le sermon sera prêché par M. l'Evêque de Mobile.

La vente des propriétés faite, hier, par J. A. Beard & Co. et Howlett et Conas, n'a pas été telle qu'on aurait lieu de l'espérer. Les terrains adjugés n'ont rapporté au plus que $185 chaque, tandis qu'il en a été vendu à $800. Ces prix sont excessivement bas, même en prenant en considération la gêne actuelle. Nous apprenons que la vente sera continuée jeudi 10 du courant, et que des plans lithographiés seront délivrés au comptoir des encanteurs.

SINISTRE.—Le steamer *Camanche* s'est heurté contre un chicot, dans le bayou des Glaize, le 12 du mois dernier, et a immédiatement coulé. Son chargement se composait de 234 balles de coton, dont 214 ont été reconsilie.

Le cinquième anniversaire des pompiers de la Nouvelle-Orléans, a lieu aujourd'hui.

—Le Mississipi est en ce moment formé par les glaces, un peu au-dessus de l'embouchure de l'Ohio.

Il n'y pas eu encore, dans toute l'étendue de l'Union, trois mille personnes, qui aient déposé leurs talens dans les cours de district, pour jouir des avantages qui leur sont accordés par la nouvelle loi sur les faillites.

MARITIME.—La frégate à vapeur américaine *Mississipi*, était mouillée à Norfolk, le 21 du mois dernier.

CONSULAT DE BREME A LA NOUVELLE ORLEANS.

M. FREDERICK RODEWALD vient d'être reconnu par le Président des Etats-Unis, comme consul de Brême à la Nouvelle-Orléans.

NAUFRAGE.—La barque Wm. Fales, partie de Bristol, R. I., s'est perdue le 16 du mois dernier, sur les rochers du cap Neddock. De 13 personnes dont se composaient l'équipage et les passagers du navire naufragé, cinq seulement, parmi lesquels se trouvent le capitaine, le second et le quartier-maître, sont parvenus à s'échapper.

INTERIEUR.

[Correspondance particulière de l'Abeille.]

WASHINGTON 21 février 1842.

SÉNAT.—Il a été reçu un message du président ainsi qu'une communication du secrétaire d'état en réponse aux informations que le Sénat lui avait demandées au sujet de l'affaire de la "Créole", cette dernière pièce renfermait la lettre adressée à M. Everett par le secrétaire d'Etat, lettre où se trouvent détaillées toutes les circonstances de l'affaire. Les principaux sujets que le basait M. Stevenson, dans sa correspondance avec le Parlement, pour la défense de cette affaire, par M. Webster, qui, d'ailleurs, autorise M. Everett à demander au gouvernement anglais réparation du dommage reçu par des citoyens américains, et ce, d'une manière formelle. Il lui recommande seulement d'agir de manière à ne mettre aucun obstacle à la mission spéciale dont est chargé Lord Ashburton.

M. Walker a exprimé toute la satisfaction que lui causait une réponse aussi satisfaisante.

M. Calhoun a hautement approuvé la lettre du secrétaire d'Etat, et a demandé l'impression de la communication à 1000 exemplaires. La question de l'impression a été adoptée. Celle qui fixe le nombre d'exemplaires à 1000, a été renvoyée, sur motion de M. Clay au comité de l'impression.

Sur motion de M. Walker, la communication a été référée au comité sur les affaires étrangères.

M. Archer, du comité, chargé de l'examen de la lettre du secrétaire du trésor et du projet d'un conseil d'échiquier, a présenté et lu le rapport du comité ainsi qu'un bill approuvé par ledit comité.

Ce rapport et le bill sont semblables à ceux présentés par le comité particulier de la Chambre.

Voici une courte analyse :

Le bill établit d'abord qu'il n'a été jusqu'ici reconnu comme praticables, que trois manières de recevoir, de garder et de remettre publics, et d'disposer.

La première est l'établissement d'une banque nationale; la seconde, le dépot des deniers publics dans des banques particulières; la troisième consiste en une sous-trésorerie. Ces trois systèmes, pris à part, sont à l'heure qu'il est irréalisables en pratique : le premier, à cause de l'opposition du public; le second à cause de son insuffisance prouvée, et le troisième, à cause de la condamnation qu'en a décrétée la nation entière à l'époque de la dernière élection présidentielle. Le nouveau système présenté par le comité, étant exempt des inconvéniens que les trois systèmes ci-dessus avaient de reprehensible, et en adopte ce qu'il y avait de bon. C'est d'abord l'établissement d'un conseil de trésor, nommé par le Président, et confirmé par le Sénat des Etats-Unis, lequel conseil aura pour fonctions de lever, distribuer, de garder les deniers publics selon que le dira le Président et le Sénat le jugeront convenables. Le secrétaire du trésor devra nommer les officiers de l'échiquier et ceux des succursales établies par le conseil; il ne pourra être établi dans aucun Etat plus de deux succursales, et dans tous les Etats composans l'Union. L'Echiquier ne pourra effectuer aucun escompte ni négocier de traites particulières, ni émettre comme moyen de circulation des bons du trésor. Les billets des banques payant en espèces, seront reçus en payement des dettes publiques dans la proportion de quatre à cinq. Les comptes seront arrêtés tous les quatre mois et balancés toutes les semaines. Tel est en quelques mots la physionomie du bill présenté par le comité. Il ne peut être rangé dans la classe des corporations de la même espèce, le public qu'il constitue devant atteindre le chiffre de celui passé par la Banque des Etats-Unis, mais avec ces avantage, que chaque piastre en papier aura son équivalent en argent.

M. Buchanan a demandé si ce rapport avait été adopté unanimement par le comité ?

M. Walker a répondu, que comme membre du comité, il s'était opposé à cette dernière particularité du bill qui impose à tout percevoir des billets de banque en payement des créances dues au gouvernement.

M. Young, un autre membre du comité, a montré aussi quelque répugnance à adopter quelques parties du bill.

Sur motion de M. Talmadge, le bill a subi une première et seconde lecture, et a été fixé comme devant être à l'ordre spécial du jour, lundi en quinze.

A 3 heures le Sénat s'est ajourné.

CHAMBRES DES REPRESENTANS. — M. Verserden, ainsi qu'il en avait précédemment donné avis, a introduit une résolution pour demander la révocation de la 31me. règle, qui défend la réception de journaux abolitionnes.

M. Charles Brown a présenté une résolution dont l'objet est d'enjoindre au comité des dépenses, de s'enquérir de la nécessité de retrancher une partie des salaires accordés aux employés du gouvernement.

M. Atherton présente une résolution tirant l'ajournement de la session actuelle du Congrès au dernier lundi de mai. Déposée sur le bureau.

Plusieurs pétitions demandant une révision du tarif, ont été présentées et référées au comité des affaires étrangères.

M. Stanly a présenté une résolution à l'effet d'amender les règles de façon que la chambre, quand elle se forme en comité général, puisse, sur motion, se décharger de la considération ultérieure d'un bill, et ce, en quelque moment que ce soit.

Il s'est élevé de longs débats au sujet d'une simple question de forme, puis la chambre s'est ajournée.

WASHINGTON, 22 février 1842.

Les deux chambres du Congrès se sont ajournées aujourd'hui à midi, en honneur de l'anniversaire de la naissance de Washington.

Le président, de la Virginie, a prononcé au Sénat à cette occasion un discours bien tourné et convenable en tout point.

Depuis que les rapports, relatifs à l'établissement d'un système d'échiquier, ont été présentés dans les deux chambres du Congrès, par les deux comités chargés d'examiner ce système, tout le monde semble d'opinion que le bill du Sénat sera adopté par les deux chambres au Congrès et deviendra loi. M. Talmadge, il paraît, s'efforce de faire entendre aux partisans d'une banque nationale, que c'est déjà beaucoup gagner que d'obtenir ce principe que le Congrès peut, sans attaquer le titre ni l'esprit de la Constitution, contribuer à l'uniformité de la circulation.

Il croit que s'il parvient à obtenir cette concession; les partisans d'une banque nationale pourront, à une époque future, alors que les esprits seront un peu plus calmés, travailler à établir une institution de cette nature, avec bien plus de chances de succès, que s'il n'y avait pas eu d'échiquier. Il n'y a pas de doute que le système d'échiquier, soit qu'il soit adopté ou qu'il ne le soit pas, ne contribue plus tard à l'établissement d'une banque nationale. S'il est adopté, le gouvernement à ce sujet sera calmé, l'opinion publique revirendra de son préjugés, et l'on vendra plus tard plus cher un pas de plus. S'il est rejeté, nous n'aurons d'autres alternative que l'établissement d'une banque nationale.

Rumeur forte.—Le Globe d'aujourd'hui publie l'assemblage de vêtemens résolutions en faveur d'un système de droits protecteurs. La convention constitutionnelle a refusé de reconnaître les principes reflétés par la convention du libre échange par un vote de 99 contre 11.

Les partisans du libre suffrage s'étant réunis en convention à Providence, avaient adopté pour leur candidat à la future élection, M. Samuel W. Carpenter, mais celui-ci n'y ayant point donné son assentiment, ce qu'il paraît nous prétexte qu'il ne lui accorde, et qu'il aurait d'une saine politique de donner à la première charge de l'état un homme dont les doctrines soient entièrement avec celles de la majorité du peuple.

M. WEEDEN, whig, a été alors nommé à sa place.

TRAITE DES NOIRS.—La gazette anglaise *Fun-time*, est arrivée il y a quelques mois à Shannon's Bay, près le cap de Bonne-Espérance, après avoir, dans une croisière de seize mois sur la côte d'Angola, conjointement avec deux autres bâtimens anglais, capturé trente-trois nègriers, et libéré 3,427 nègres.

Législature du Massachusetts.—Le Sénat du Massachussetts a adopté une résolution qui fixe l'ajournement de la séance actuelle au 22 février, et pourvoit à la réunion extraordinaire de la Législature en septembre prochain, à l'effet de répartir l'Etat en districts congressionnels.

EXTERIEUR.

FRANCE.

Le navire Rochester nous a apporté hier des nouvelles de France jusqu'au 18 janvier. Deux faits importans y dominent : la mésintelligence entre la France et l'Espagne ; et les succès de l'armée française en Algérie. Abdelkader a été forcé de se retirer sur les frontières de l'empire de Maroc. Il n'était accompagné que de deux cents cavaliers. Nous n'avons pu nous procurer aujourd'hui des détails à ce sujet ; mais nous espérons les donner demain à nos lecteurs.

ESPAGNE ET FRANCE.—Une difficulté d'étiquette est venue jeter de nouveaux nuages entre les gouvernemens de France et d'Espagne. L'ambassadeur, M. de Salvandy, et la majeure partie de l'ambassade française ont quitté Madrid le 5 janvier. Voici ce qu'on lit dans le Correo Nacional du 6 :

"Il est cinq heures ; l'ambassadeur français vient de partir. Les armes de France ne seront pas enlevées. Notre gouvernement ayant demandé au représentant de la France de rester jusqu'à ce qu'il eût reçu une réponse de son gouvernement, avec lequel le nôtre avait entamé directement des négociations, l'ambassadeur, tout en refusant de rester un seul moment de plus, a consenti, afin qu'on ne pût pas le croire obstiné et résolu à amener une rupture sans avoir épuisé tous les expédiens, à laisser accréditié, auprès de la reine, un chargé d'affaires, M. le duc Louis de Glucksberg, fils du duc de Cassel, deuxième secrétaire d'ambassade. M. de Salvandy avait différé ce soir son départ, parce qu'on lui avait annoncé que notre gouvernement terminerait une note qu'il devait lui remettre. La note a été remise ; elle réfutait les argumens déployés précédemment. La nouvelle que le gouvernement anglais a fait passer à son ministre à Madrid, une note relativement à sa conduite dans cette affaire, s'est confirmée. Aussi a-t-on appris, avec étonnement, que M. Aston avait été plusieurs heures en conférence avec M. de Salvandy. On l'a appris avec étonnement, parce qu'il courait depuis quelques jours des bruits sur l'harmonie plus ou moins parfaite entre les deux diplomates. Ce soir, le gouvernement a tenu une réunion avec plusieurs députés et sénateurs pour traiter de cette question."

Le différend qui a amené ce résultat date de l'arrivée de M. de Salvandy à Madrid. Lorsqu'il fut question de remettre les lettres de créance, l'ambassadeur refusa de les remettre entre les mains du Régent. Il était accrédité auprès de la jeune Reine, il réclama les privilèges des ambassadeurs de famille, c'est à dire les communications à toute heure et sans intermédiaire avec la jeune reine ; il prétendit n'avoir à remettre ses lettres qu'à Isabelle elle-même en audience particulière. Espartero n'a pas voulu admettre cette prétention; il a pensé que, pendant sa régence, il devait jouir des mêmes prérogatives que Marie Christine. Or c'était entre les mains de la Régente qu'étaient naguères déposées toutes les lettres de créance des ambassadeurs étrangers qu'elles lui fussent ou non adressées personnellement. M. de Salvandy proposa une concession qui consistait à remettre les lettres à la jeune Reine, mais en présence du Régent. Cette concession ne satisfit pas encore ce dernier. D'autres pertes eurent lieu sans amener aucun résultat jusqu'au moment où l'ambassadeur se décida à quitter Madrid.

Ce départ a causé une profonde sensation. Le Sénat et la Chambre des Députés, laissant de côté toutes divisions d'opinion, ont offert un appui unanime au gouvernement pour l'aider à repousser l'insulte faite au peuple espagnol dans la personne du régent, librement élu et qui exerce, aux termes de la constitution, toutes les fonctions de la royauté.

M. Gonzales, président du conseil, ministre des affaires étrangères, a exposé le 7 la question dans les deux chambres avec beaucoup de clarté et de modération. Par l'article 99 de la constitution, la régence est investie de toute les pouvoirs de la couronne ; Marie-Christine exerçant la régence a reçu les lettres de créance des ambassadeurs accrédités près du gouvernement d'Isabelle ; le gouvernement n'aurait pu sans se couvrir de honte admettre qu'il y eût un différence dans les droits de la régence à raison des personnes qui l'exercent. Prince, général, simple citoyen, le moyen, le régent quelqu'il soit a le même pouvoir, les mêmes prérogatives que le roi, et le ministère espagnol n'aurait pu sans trahir la constitution accéder aux prétentions de M. l'ambassadeur de France.

Voilà en substance ce que M. Gonzales a exposé devant les deux chambres.

Dans celle des députés, M. Arguelles, tuteur de la reine, a déclaré qu'il n'avait pas voulu permettre que M. de Salvandy fût introduit près de la reine sans un ordre exprès et formel du régent. Cette déclaration a été que avec de vifs applaudissemens, qui ont éclaté de nouveau quand M. Arguelles a rappelé ce qui s'était passé en 1814 à Valence lors du retour de Ferdinand ; il y avait alors une régence, les ambassadeurs la déclinèrent et allèrent droit au roi. On sait ce qu'il en résulta. " Ce n'est pas seulement, dit-il, contre moi en attaque un peuple, a dit en finissant M. Arguelles ; on lui porte souvent une atteinte plus profonde en insultant à la dignité des autorités qu'il a constituées."

Voici la proposition présentée par M. Landero et adoptée, séance tenante, par le sénat :

" Le gouvernement ayant affirmé que le départ de M. le comte de Salvandy est uniquement fondé sur ce qu'il a prétendu contrairement à l'article 99 de la constitution, présenter ses lettres de créance à la reine Isabelle II et non au régent du royaume, et ayant déclaré que, dans cette circonstance, le gouvernement a rempli son devoir en défendant la constitution et en mettant à l'abri de toute atteinte l'honneur national."

La chambre des députés, sur la proposition de MM. Collantes, Oser, Pastor, Las-Navas, a adopté une résolution ainsi conçue :

" Pour soutenir la dignité et l'indépendance nationale dans les contestations avec l'ambassadeur de France, le gouvernement peut compter sur l'appui loyal de la chambre des députés."

M. de Las-Navas a dit : " De la place que j'occupe dans cette chambre, je crie à mes commettans que la question d'aujourd'hui n'est pas moins grave qu'en 1812."

LA CHAMBRE DES PAIRS ET LE SIÈCLE.—Le 12 janvier le *Siècle* publia le petit article qui suit :

"Le public n'a pas besoin qu'on lui apprenne que la chambre des pairs, quoique rehaussée par la nomination de M. Molitor, le gravois de M. Viennet et la haute sagesse de M. d'Allen-Shée, n'est point longtemps absorbée dans l'importance de *la cour des pairs*. Cette réflexion nous dispense de nous étendre sur l'espèce de conversation politique qui a eu lieu dans le salon de Luxembourg à propos d'une contrefaçon du discours de la couronne qu'on appelle l'adresse de la chambre des pairs.

Nous n'avons sur tout ce qui s'est dit qu'un regret à exprimer, c'est que les hommes qui se montrent animés, comme le prince de la Moskowa, d'un sentiment vraiment patriotique, ne puissent pas se faire entendre à une autre tribune.

Nous n'avons également qu'une remarque à faire, c'est qu'un certain monsieur Bossey, nommé pair uniquement parce qu'il est riche, est venu proclamer que parmi les anonymes du gouvernement figurent en première ligne ceux qui ne *possèdent pas*.

C'est un grand crime, à ce qu'il paraît, aux yeux de ce personnage et de bien d'autres, de ne point posséder de vastes domaines et des rentes comme lui. Au fait, conçoit-on des gens manquant de tout et qui auraient l'audace de se persuader que le gouvernement leur doit protection comme aux autres citoyens!"

La Chambre des Pairs se nous insultez, et sur la proposition de M. Daunant qui prétendit "que le Siècle avait nié et supprimé l'existence de l'un des pouvoirs constitutionnels", elle a déclaré que le gérant du Siècle serait mandé à la barre. Cette décision prise après vingt minutes de délibération, a amené une complication assez curieuse. M. Chambolle, député et rédacteur en chef du Siècle, a écrit au Président de la Chambre des Pairs pour assumer la responsabilité de l'article. Voici le passage le plus important de cette lettre :

" Il pourrait suffire à votre justice d'avoir devant vous, dans le représentant responsable du journal incriminé, un homme sérieux, engagé de sa fortune et par ses convictions au service de la cause politique dont ce journal est l'organe. Mais j'en souffrirais dans ma conscience et dans mon honneur. Cette considération que vous comprendrez, monsieur le président, la seule dont je sois touché, me détermine à vous faire savoir que l'article qui a principalement motivé la délibération de la chambre a été écrit par moi et que j'en revendique la responsabilité."

Cette déclaration est importante en ce que M. Chambolle est député, et qu'un député ne saurait être poursuivi sans l'autorisation de la chambre des députés. Que va faire celle des Pairs ? C'est là une question assez grave, et la noble chambre a été de cet avis; car elle s'est donnée trois jours pour réfléchir.

VARIÉTÉS.

PAUL DUVERT.

(Voir l'Abeille des 24, 25, 26 et 28 février, 2 et 3 mars.)

Paul ne l'écoutait pas : appuyé sur son fusil, il restait absorbé dans une profonde rêverie. Enfin, déterminant brusquement, il prit la main de Thérèsa et lui dit d'un air grave, en l'engageant à s'asseoir avec lui sur la racine saillante d'un châtaignier :

—Puisque le hasard nous a réunis, mademoiselle, permettez-moi d'avoir avec vous un moment d'entretien ; la situation où nous nous trouvons tous les deux me donne le droit de solliciter cette faveur...

—N'êtes vous pas mon fiancé, Charles ? demanda la naïve enfant en s'asseyant à la place désignée sans se faire prier.

—Sans doute, Thérèse, dit le faux Labaccio avec trouble; mais avant de me laisser aller à la joie que me donnent de telles espérances, je désire m'assurer mieux que je n'ai pu le faire hier que de votre côté aucune répugnance, aucun engagement antérieur.... Enfin, parlez-moi franchise, Thérèse, croyez-vous que vous pourriez m'aimer ?

—Et pour fille Mourra la tête et rougit : cependant elle répondit avec une simplicité pleine de grâce :

—Mon cousin, j'obéirai sans regret aux ordres de ma tante, de ma seconde mère.

—Sans regret ! répéta Paul, qui feignait de ne pas comprendre ; cela ne suffit pas, Thérèse.

Mlle. Bianchi, en effet, se méprenait sur la position de Paul qu'il regrettait presque de donner à ce silence sa signification véritable. Aussi reprit-il avec embarras qu'il craignait que la volonté un peu tyrannique de leur tante commune n'eût produit sur Thérèse un effet opposé à celui qu'on en attendait; et que dans ce cas il conjurait sa cousine de lui dire franchement si elle n'éprouvait pas pour lui quelque répugnance secrète. Ainsi pressée, la jeune fille souriait, balbutiait, se cachait le visage, et enfin quand il eût fini, elle oublia sa main dans celle de Paul et lui dit avec abandon :

—Eh bien, Charles, puisque vous le voulez, je vous rassurerai tout-à-fait sur les craintes que vous exprimez. Ne croyez pas que vous m'ayez été inconnu avant le jour de votre arrivée ici, et que l'idée du mariage qui doit être le point de se conclure soit aussi nouvelle pour moi que pour vous. Depuis que j'ai quitté le pensionnat où j'ai été élevée à Ajaccio, ma tante m'a répété bien des fois que j'avais en France un cousin jeune, riche, doué de brillantes qualités, et que je devais me considérer comme devant être un jour sa femme... Je me suis habituée à cette idée, Charles ; et lorsque je vous ai vu hier, je n'ai été ni intimidée ni surprise; il me semblait que vous étiez déjà pour moi une ancienne connaissance. Lorsque ma tante nous a fiancés si brusquement, malgré mon âge, je vous avouerai que je m'attendais à ce qui est arrivé. Enfin, mon cousin, quand nous serons unis, je vous aimerai de la seule manière dont une femme honnête et bien élevée peut aimer son mari. Je ne suis pas habituée à cacher ce que je pense, et j'ai toujours entendu dire que la franchise, la sincérité sont les premières qualités qu'on m'a données lorsqu'on vous a parlé de moi ?

—Oh ! ne vous plaignez pas, dit gaiment Mlle. Bian hi, le portrait n'était pas très flatté, allez !

—Ecoutez, Thérèse, je ne puis pas vous tromper et je ne veux pas que vous puissiez croire que j'accepte plus tard de m'avoir confié le coin de votre bonheur. On ne vous a pas dit, peut-être, que j'étais violent, emporté....

—Le sort d'une femme n'est-il pas d'obéir et de se taire ?

—Vous n'avez pas remarqué peut-être, continua Paul en s'excitant intérieurement à son œuvre d'hypocrisie, que mes manières n'étaient pas celles d'un homme du monde, que j'étais brusque, un peu sauvage....

Elevée moi-même dans cette campagne, dit ingénument Thérèse, qui attribuait les paroles du prétendu Charles à une délicatesse excessive peut-être, je ne puis juger de ce que vous appelez les manières du monde ; vous avez la politesse naturelle, qui, je le crois, vaut bien mieux.

Paul avait épuisé tout son courage, et il lui en avait fallu pour se montrer sous un jour défavorable à celle qu'il aimait ; il semblait à bout d'objections. Thérèse reprit d'un ton affectueux :

—Eh bien, cousin Charles, ne vous essayez pas ainsi à m'exagérer, par un excès de conscience, les défauts que vous pouvez avoir; je dois maintenant être votre femme, nous sommes fiancés, et dans le pays où nous sommes, ce mariage ne pourrait manquer désormais sans que je fusse déshonorée. Ne vous faites donc pas par une fausse modestie plus mauvais que vous n'êtes ; car si les projets de ma tante à votre égard n'avaient pu s'accomplir, l'époux qu'on m'aurait donné n'eût offert beaucoup moins de garanties que vous. Vous ne savez donc pas que vous avez un rival même avant que vous ne m'ayez connue ?

—Un rival ! s'écria Paul en bondissant.

Il comprenait bien que cette jolie Thérèse ne pût être à lui, mais il ne voulait pas qu'elle fût à un autre.

—Oh ! comme vous prenez feu ! dit la jeune fille en plaisantant ; dans la nomenclature de vos défauts je vois que vous avez oublié de placer la jalousie. Mais rassurez-vous, ce rival n'est aussi obligé qu'à vous-même ; c'est cet intendant qui s'est glissé comme un serpent dans notre famille, c'est Césario.

—Comment ! ce misérable paysan aurait osé aspirer....

—Que voulez-vous ! il est le favori de ma tante ; elle ne peut se passer de lui, et il s'est emparé de son esprit autant par son astuce que par son adresse. Quant à la femme que votre père et Mme Bianchi étaient en querelle, cet homme s'est cru le droit d'aspirer à ma main. Je ne sais si ma tante a encouragé ses prétentions ; quant à moi, je l'ai toujours traité avec le mépris qu'il n'inspire. Mais que puis-je faire ? je dois être à ma tante ; j'étais orpheline, sans fortune, c'est elle qui m'a tenu lieu de mère, et si elle l'eut exigé, malgré ma répugnance, il aurait bien fallu obéir !

—Mais je ne le souffrirai pas ! s'écria Paul hors de lui.

—Aussi vous avez pu voir avec quelle colère et quelle haine a pensé éclater la scène qui a eu votre arrivée et les arrangemens pris par Mme Bianchi. Déjà, à l'époque où l'on hésitait encore à vous envoyer ici, Césario avait jeté je ne sais quels soupçons dans l'esprit de ma tante sur le bonheur de votre père. Heureusement Mme Bianchi a su lui imposer par sa présence à distiper toutes ses craintes ; car, à en juger par son inquiétude au moment de votre arrivée, je suppose qu'elle commençait à en avoir de sérieuses. Enfin, Charles, vous et moi nous avons profondément blessé cet homme par notre apparente bonne humeur à soumettre ; il n'a pas manqué une occasion de nous nuire, et ne pardonne jamais une offense, et vous pouvez être sûr que nous aurons déjà en lui un ennemi mortel. Je ne sais même pas si, au moment où je vous parle, il n'est pas occupé à machiner quelque intrigue pour troubler notre union. Hier au soir je l'ai trouvé l'air plus faux et plus railleur qu'à l'ordinaire.

—Que nous importe ! dit Paul d'un air dédaigneux ; malheureusement je crains à ces projets des obstacles plus sérieux que ceux que pourra leur susciter Césario.

Monsieur Charles Labaccio voudrait-il me faire entendre que ces obstacles viendront de lui?

—Ne le croyez pas, Thérèse, ne le croyez pas! s'écria Paul avec vivacité et comme entraîné malgré lui; Dieu m'est témoin que je ne désire pas le bonheur d'être votre époux je n'hésiterais pas à m'exposer aux plus grands dangers.... je voulais vous dire seulement que peut-être des hasards imprévus, des impossibilités....

Que voulez-vous dire? expliquez-vous, monsieur! dit la jeune fille en se levant avec une noble fierté.

Durert n'eut pas le courage de laisser échapper l'aveu qui un moment était venu sur ses lèvres.

— Vous ne me comprenez pas, Thérèse, ajouta-t-il en balbutiant. Je voulais faire allusion aux conditions que Mme Bianchi a mises à notre mariage, et dont elle doit se faire part aujourd'hui même.... Je ne sais si dans ce qu'elle va me proposer il ne se trouvera pas quelque insurmontable difficulté....

Vous êtes bien prudent à la prévoir, dit la jeune fille du même ton d'aparrant : ma tante ne m'a pas fait part de ses secrets, mais toute bizarre qu'elle soit par momens, je suppose qu'elle n'a pas mis sa main à un prix qu'un homme d'honneur puisse refuser; j'imagine qu'elle imposera au futur époux de sa nièce la condition de ne point quitter sa maison pendant quelques mois dans ce pays auprès d'elle, ou toute autre obligation qui pourra déplaire à un jeune homme né en France et habitué à la vie mondaine du continent. Mais je vois où vous espérez en venir, monsieur Charles, en me retenant ici, et je comprends maintenant les avances que j'attribuais tout à l'heure à votre mal aise : vous voulez en réalité chercher un motif, une occasion favorable de rendre nulle des projets dont vous désirez en apparence l'accomplissement avec tant d'ardeur ; vous comptez que ma tante ou moi nous vous fournirons l'occasion de rompre une parole qui vous a été surprise.... Oui, monsieur, je vois clairement où tendent vos paroles et j'aurais dû avoir compris dès le commencement votre but. Mais, dites-le franchement, vous ne voulez pas de moi pour femme, vous ne m'aimez pas !

—Ecoutez, mademoiselle, répondit Paul, qui feignait de ne pas comprendre ; cela ne suffit pas, Thérèse.

Mlle. Bianchi, en effet, se méprenait sur la position de Paul qu'il regrettait presque de donner à ce silence sa signification véritable. Aussi reprit-il avec embarras qu'il craignait que la volonté un peu tyrannique de leur tante commune n'eût produit sur Thérèse un effet opposé à celui qu'on en attendait; et que dans ce cas il conjurait sa cousine de lui dire franchement si elle n'éprouvait pas pour lui quelque répugnance secrète. Ainsi pressée, la jeune fille souriait, balbutiait, se cachait le visage, et enfin quand il eût fini, elle oublia sa main dans celle de Paul et lui dit avec abandon :

—Eh bien, Charles, puisque vous le voulez, je vous rassurerai tout-à-fait sur les craintes que vous exprimez. Ne croyez pas que vous m'ayez été inconnu avant le jour de votre arrivée ici, et que l'idée du mariage qui doit être le point de se conclure soit aussi nouvelle pour moi que pour vous. Depuis que j'ai quitté le pensionnat où j'ai été élevée à Ajaccio, ma tante m'a répété bien des fois que j'avais en France un cousin jeune, riche, doué de brillantes qualités, et que je devais me considérer comme devant être un jour sa femme... Je me suis habituée à cette idée, Charles ; et lorsque je vous ai vu hier, je n'ai été ni intimidée ni surprise; il me semblait que vous étiez déjà pour moi une ancienne connaissance. Lorsque ma tante nous a fiancés si brusquement, malgré mon âge, je vous avouerai que je m'attendais à ce qui est arrivé. Enfin, mon cousin, quand nous serons unis, je vous aimerai de la seule manière dont une femme honnête et bien élevée peut aimer son mari. Je ne suis pas habituée à cacher ce que je pense, et j'ai toujours entendu dire que la franchise, la sincérité sont les premières qualités qu'on m'a données lorsqu'on vous a parlé de moi ?

—Oh ! ne vous plaignez pas, dit gaiment Mlle. Bian hi, le portrait n'était pas très flatté, allez !

—Ecoutez, Thérèse, je ne puis pas vous tromper et je ne veux pas que vous puissiez croire que j'accepte plus tard de m'avoir confié le coin de votre bonheur. On ne vous a pas dit, peut-être, que j'étais violent, emporté....

—Le sort d'une femme n'est-il pas d'obéir et de se taire ?

—Vous n'avez pas remarqué peut-être, continua Paul en s'excitant intérieurement à son œuvre d'hypocrisie, que mes manières n'étaient pas celles d'un homme du monde, que j'étais brusque, un peu sauvage....

Elevée moi-même dans cette campagne, dit ingénument Thérèse, qui attribuait les paroles du prétendu Charles à une délicatesse excessive peut-être, je ne puis juger de ce que vous appelez les manières du monde ; vous avez la politesse naturelle, qui, je le crois, vaut bien mieux.

Paul avait épuisé tout son courage, et il lui en avait fallu pour se montrer sous un jour défavorable à celle qu'il aimait ; il semblait à bout d'objections. Thérèse reprit d'un ton affectueux :

—Eh bien, cousin Charles, ne vous essayez pas ainsi à m'exagérer, par un excès de conscience, les défauts que vous pouvez avoir; je dois maintenant être votre femme, nous sommes fiancés, et dans le pays où nous sommes, ce mariage ne pourrait manquer désormais sans que je fusse déshonorée. Ne vous faites donc pas par une fausse modestie plus mauvais que vous n'êtes ; car si les projets de ma tante à votre égard n'avaient pu s'accomplir, l'époux qu'on m'aurait donné n'eût offert beaucoup moins de garanties que vous. Vous ne savez donc pas que vous avez un rival même avant que vous ne m'ayez connue ?

—Un rival ! s'écria Paul en bondissant.

Il comprenait bien que cette jolie Thérèse ne pût être à lui, mais il ne voulait pas qu'elle fût à un autre.

—Oh ! comme vous prenez feu ! dit la jeune fille en plaisantant ; dans la nomenclature de vos défauts je vois que vous avez oublié de placer la jalousie. Mais rassurez-vous, ce rival n'est aussi obligé qu'à vous-même ; c'est cet intendant qui s'est glissé comme un serpent dans notre famille, c'est Césario.

—Comment ! ce misérable paysan aurait osé aspirer....

—Que voulez-vous ! il est le favori de ma tante ; elle ne peut se passer de lui, et il s'est emparé de son esprit autant par son astuce que par son adresse. Quant à la femme que votre père et Mme Bianchi étaient en querelle, cet homme s'est cru le droit d'aspirer à ma main. Je ne sais si ma tante a encouragé ses prétentions ; quant à moi, je l'ai toujours traité avec le mépris qu'il n'inspire. Mais que puis-je faire ? je dois être à ma tante ; j'étais orpheline, sans fortune, c'est elle qui m'a tenu lieu de mère, et si elle l'eut exigé, malgré ma répugnance, il aurait bien fallu obéir !

—Mais je ne le souffrirai pas ! s'écria Paul hors de lui.

—Aussi vous avez pu voir avec quelle colère et quelle haine a pensé éclater la scène qui a eu votre arrivée et les arrangemens pris par Mme Bianchi. Déjà, à l'époque où l'on hésitait encore à vous envoyer ici, Césario avait jeté je ne sais quels soupçons dans l'esprit de ma tante sur le bonheur de votre père. Heureusement Mme Bianchi a su lui imposer par sa présence à dissipe toutes ses craintes ; car, à en juger par son inquiétude au moment de votre arrivée, je suppose qu'elle commençait à en avoir de sérieuses. Enfin, Charles, vous et moi nous avons profondément blessé cet homme par notre apparente bonne humeur à soumettre ; il n'a pas manqué une occasion de nous nuire, et ne pardonne jamais une offense, et vous pouvez être sûr que nous aurons déjà en lui un ennemi mortel. Je ne sais même pas si, au moment où je vous parle, il n'est pas occupé à machiner quelque intrigue pour troubler notre union. Hier au soir je l'ai trouvé l'air plus faux et plus railleur qu'à l'ordinaire.

—Que nous importe ! dit Paul d'un air dédaigneux ; malheureusement je crains à ces projets des obstacles plus sérieux que ceux que pourra leur susciter Césario.

La jeune fille se pinça les lèvres d'un air piqué.

Monsieur Charles Labaccio voudrait-il me faire entendre que ces obstacles viendront de lui?

—Ne le croyez pas, Thérèse, ne le croyez pas! s'écria Paul avec vivacité et comme entraîné malgré lui; Dieu m'est témoin que je ne désire pas le bonheur d'être votre époux je n'hésiterais pas à m'exposer aux plus grands dangers.... je voulais vous dire seulement que peut-être des hasards imprévus, des impossibilités....

Que voulez-vous dire? expliquez-vous, monsieur! dit la jeune fille en se levant avec une noble fierté.

Durert n'eut pas le courage de laisser échapper l'aveu qui un moment était venu sur ses lèvres.

— Vous ne me comprenez pas, Thérèse, ajouta-t-il en balbutiant. Je voulais faire allusion aux conditions que Mme Bianchi a mises à notre mariage, et dont elle doit se faire part aujourd'hui même.... Je ne sais si dans ce qu'elle va me proposer il ne se trouvera pas quelque insurmontable difficulté....

Vous êtes bien prudent à la prévoir, dit la jeune fille du même ton d'aparrant : ma tante ne m'a pas fait part de ses secrets, mais toute bizarre qu'elle soit par momens, je suppose qu'elle n'a pas mis sa main à un prix qu'un homme d'honneur puisse refuser; j'imagine qu'elle imposera au futur époux de sa nièce la condition de ne point quitter sa maison pendant quelques mois dans ce pays auprès d'elle, ou toute autre obligation qui pourra déplaire à un jeune homme né en France et habitué à la vie mondaine du continent. Mais je vois où vous espérez en venir, monsieur Charles, en me retenant ici, et je comprends maintenant les avances que j'attribuais tout à l'heure à votre mal aise : vous voulez en réalité chercher un motif, une occasion favorable de rendre nulle des projets dont vous désirez en apparence l'accomplissement avec tant d'ardeur ; vous comptez que ma tante ou moi nous vous fournirons l'occasion de rompre une parole qui vous a été surprise.... Oui, monsieur, je vois cl